



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

Le 20 novembre : toutes et tous en grève !

Le gouvernement a décidé de mener une offensive généralisée contre la Fonction publique. Celle-ci se situe dans un contexte d'attaques convergentes contre l'ensemble des salariés. Il s'agit pour le gouvernement d'abattre les derniers « acquis sociaux ». Face à ces menaces, l'Union syndicale Solidaires soutient les luttes engagées dans les différents secteurs et appelle à les faire converger pour pouvoir organiser la résistance sociale nécessaire face à l'offensive idéologique du gouvernement.

Dans la Fonction publique, les « réformes », les fusions, les réorganisations en cours dans plusieurs administrations, les projets pour casser la fonction publique, le refus d'ouvrir de véritables négociations salariales sur fond de suppressions d'emplois inégalées sont autant de raisons de se mobiliser massivement le 20 novembre prochain.

□ Pouvoir d'achat

Logement, produits de première nécessité, carburant...: tout augmente sauf nos rémunérations. Les « mesurette » présentées par le ministre du budget et de la Fonction publique sont ridicules par rapport aux revendications des personnels et au coût de la vie. La prime de sommet de grade annoncée par le ministre concerne 2% des personnels et Eric Woerth ose présenter le paiement de 30% des heures supplémentaires dans l'hospitalière comme une mesure salariale pour 2007 alors qu'il ne s'agit que de payer des heures déjà effectuées par les personnels.

La conférence sur le pouvoir d'achat a permis de dégager une certitude : le gouvernement se refuse d'accorder et même de discuter d'une augmentation du point d'indice.

L'année 2007 sera une nouvelle année blanche pour les personnels de la Fonction publique et le budget 2008 n'enregistrera pas de dépense pour les fonctionnaires, seules seront comptabilisées les économies réalisées par les suppressions d'emplois.

□ L'emploi public

Le budget 2008 prévoit la suppression de 22 700 emplois uniquement pour la Fonction publique d'Etat. A celle-ci se rajouteront les suppressions d'emplois dans les Fonctions publiques hospitalière et territoriale. Pour les années à venir le gouvernement a réaffirmé sa volonté de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. A cela se rajoutent les milliers de suppressions d'emplois à La Poste et à France Télécom ou celles qui ne manqueront pas de survenir à l'ANPE.

Toutes ces suppressions vont fortement dégrader les conditions de travail des personnels et dynamiser les services publics de proximité.

Union syndicale Solidaires
93 bis rue de Montreuil 75011 Paris
01 58 39 30 11 Coordfp@solidaires.org

☐ Retraites : ils veulent nous faire passer à 41 annuités de cotisations !

En s'attaquant aux régimes spéciaux, le gouvernement nous assure qu'il le fait au nom de l'équité. Mais la véritable raison est de se donner les moyens de pouvoir rallonger dès 2008 la durée de cotisations pour tous à 41 ans dans un premier temps, puis 42 ans. Sous prétexte du rallongement de la durée de l'espérance de vie, il y a la volonté de voir partir plus de salariés à la retraite sans la totalité de leurs cotisations pour pouvoir baisser le niveau des pensions.

☐ Vers une fonction publique au rabais et la destruction du service public !

Le Président de la République et son gouvernement ont forgé leur vision de l'avenir de la fonction publique :

Individualisation de la rémunération, suppressions d'emplois massives, contractualisation des recrutements et casse du statut...

Pour parvenir à leur fin, un outil a été créé, ayant pour nom la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Alors même que des conférences sociales sont organisées avec les organisations syndicales autour des valeurs et des missions des services publics, du pouvoir d'achat, du dialogue social et des parcours professionnels, des réflexions sont menées dans le cadre de la RGPP dans chaque administration et pilotées au plus haut niveau par Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée.

Ces réflexions sont toutes encadrées par la droite ligne du discours de Nicolas Sarkozy à Nantes ; il s'agit de faire sauter le statut de la Fonction publique, de contractualiser et d'individualiser au maximum la gestion quotidienne des personnels. L'aboutissement structurel de cette fonction publique au rabais s'organiserait autour de filières métiers dans lesquelles les personnels seraient corvéables et malléables au bon vouloir d'un employeur public concentré au niveau régional.

☐ Contre un futur où les fins de mois seront toujours difficiles à boucler, notre pouvoir d'achat continuant à baisser, que l'on soit actif ou retraité !

☐ Pour que nos emplois soient sauvegardés et pour stopper la dégradation de nos conditions de travail !

☐ Pour défendre et développer un service public de qualité et de proximité !

L'Union syndicale Solidaires défend la nécessité de la convergence des luttes, d'une action interprofessionnelle unitaire pour pouvoir gagner contre les différentes attaques menées par le gouvernement.

La grève du 20 novembre doit permettre cette convergence dans les grèves et dans les manifestations. Au-delà, il est nécessaire de construire la perspective d'une grève reconductible interprofessionnelle. L'Union syndicale Solidaires appelle à débattre partout de cette perspective.

*Le 20 novembre toutes et tous en grève !
Toutes et tous dans les manifestations !*